

<http://www.jesuschristenfrance.fr/actions-et-initiatives-pour-le/article/syrie-nous-devons-dire-non>

Syrie : nous devons dire non

- Actions et initiatives pour le Bien commun -



Date de mise en ligne : vendredi 13 avril 2018

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Syrie : nous devons dire non

Communiqué de Charles de Meyer et Benjamin Blanchard, fondateurs de SOS Chrétiens d'Orient :

"Depuis 2013 la France est en capacité de comparer les symptômes et les substances utilisés lors d'attaques chimiques. Depuis 2013, la France sait que ces substances peuvent être employées par une grande partie des acteurs du conflit syrien (Etats voisins, groupes djihadistes, alliés, etc). Nous n'avons aucune donnée publique sur le sujet.

Nous devrions donc participer à des frappes, décrites comme « punitives », pour le bon plaisir des Etats-Unis et d'associations douteuses.

Cela inquiète notre souveraineté au jour où nous recevons conjointement Saad Hariri et Mohamad Ben Salman en France.

Les frappes punitives sont l'aboutissement de la diplomatie de la réprobation. Incapable de forger une relation équilibrée entre le monde sunnite et le monde chiite, notre pays désigne des méchants et des gentils. Les bombes à fragmentation utilisées au Yemen révoltent le coeur des hommes et pourtant nous n'en faisons que peu de cas diplomatique. Rappelons qu'ailleurs, des horreurs similaires se déroulent dans l'indifférence générale.

Les frappes acteraient par ailleurs l'incohérence de la vision « humanitaire » de la guerre : enliser des conflits qui n'en finissent jamais, parfois même au moyen de bombardements. Cette vision produit des catastrophes régionales et risqueraient d'en produire en Syrie : élections à venir en mai au Liban, renforcement de l'attitude turque face aux Kurdes, dégâts collatéraux.

Nous appelons chacun à prier pour la paix, pour tous les Syriens qui souffrent, quelle que soit leur condition, et pour que la concorde finisse par supplanter la violence."

A la suite des attaques américaines et des gouvernements français et anglais, dans la nuit de vendredi à samedi 14 avril, V. Poutine, président de la fédération de Russie, a rendu public le communiqué suivant

« Le 14 avril, les États-Unis soutenus par leurs alliés ont frappé des sites militaires ainsi que ceux de l'infrastructure civile de la République arabe syrienne. Sans l'aval du Conseil de sécurité de l'Onu, en violation de la Charte de l'Onu, des normes et des principes du droit international, un acte d'agression a été commis à l'encontre d'un État souverain qui se tient à l'avant-garde de la lutte antiterroriste.

À nouveau, tout comme il y a un an, lorsque les États-Unis ont attaqué la base aérienne de Shayrat, en tant

que prétexte a été utilisée une mise en scène d'usage de substances toxiques contre les civils, cette fois à Douma, banlieue de Damas. Après avoir visité le lieu de l'incident fictif, les experts militaires russes n'ont pas découvert de trace d'utilisation de chlore ou de toute autre substance toxique. Pas un seul habitant n'a confirmé le fait de l'attaque chimique.

L'Organisation sur l'interdiction des armes chimiques a dépêché ses spécialistes en Syrie afin d'élucider la situation. Or, un groupe de pays occidentaux l'a méprisé de façon cynique en entreprenant une action militaire sans attendre les résultats de l'enquête.

La Russie condamne avec une extrême fermeté l'attaque contre la Syrie où des militaires russes aident le gouvernement légitime à combattre le terrorisme.

Par leurs actions, les États-Unis aggravent davantage la catastrophe humanitaire en Syrie, apportent des souffrances aux civils, laissent faire les terroristes qui déchirent depuis sept ans le peuple syrien, provoquent une nouvelle vague de réfugiés en provenance de ce pays et de la région en général.

L'escalade en cours autour de la Syrie produit des effets destructeurs sur l'ensemble du système des relations internationales. L'histoire remettra tout à sa place et elle a déjà attribué à Washington une lourde responsabilité pour avoir mis en oeuvre sa justice sanglante en Yougoslavie, en Irak et en Libye.

La Russie convoque une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu afin de discuter des actions agressives d'États-Unis et de leurs alliés. »